

Protection de la maternité, par J. JACQMAIN, Kluwer, 2007, Études pratiques de droit social, 119 pages, 60,67 €(hors TVA avec abonnement) ; 82,72 €(hors TVA) sans abonnement.

C'est là un sujet particulièrement intéressant dès lors qu'il rencontre des problèmes de société et interpelle particulièrement le politique : non-discrimination hommes – femmes, protection de la femme et de l'enfant à naître, préoccupations natalistes, etc... C'est le domaine juridique qu'aborde ici JEAN JACQMAIN, avec la *maestria* qu'on lui connaît. C'est que la matière est complexe, non seulement par les multiples modifications subies, l'imbrication des instruments internationaux et l'interprétation des textes. Concernant ce dernier point, on n'en voudra pour preuve que la jurisprudence suscitée en son temps par la question de la travailleuse enceinte au moment de l'engagement.

Trois axes canalisent la matière : la protection de la travailleuse enceinte contre le licenciement, le droit au congé de maternité et ses incidences multiples, la protection contre les risques liés au travail. L'auteur termine par deux situations particulières : la travailleuse qui allaite et la protection de la maternité des indépendantes.

Il était nécessaire de dresser la synthèse de la matière. C'est désormais chose faite avec ce petit livre, qui se révélera des plus précieux pour les praticiens du droit de la sécurité sociale et du droit du travail.

MICHEL WESTRADE

* * *

Actualités en droit de la responsabilité, par D. DE CALLATAÏ, TH PAPART et N. SIMAR, collection Recyclage en droit, Louvain-la-Neuve, Anthemis, 2008, 125 pages, 61,5 €.

Cet ouvrage constitue le support écrit d'une après-midi de recyclage en matière de droit de la responsabilité et renferme les contributions des trois intervenants. D'abord celle de D. DE CALLATAÏ, à propos de l'évaluation du préjudice matériel résultant d'une blessure ou d'un décès. L'auteur examine successivement quatre questions délicates : perte d'un travail antérieurement non déclaré, difficultés liées à la fixation de la valeur économique, lorsque la victime est un étudiant, un demandeur d'emploi, une femme (ou un homme) au foyer ou un indépendant, inactivité et fixation de l'incapacité de travail et, enfin, évaluation du préjudice ménager en cas de décès.

Ensuite la contribution de TH. PAPART, qui aborde une quarantaine de questions pratiques, relatives à l'expertise judiciaire pour l'évaluation du dommage corporel. Cette étude, agrémentée d'un modèle très complet d'acte de mission d'expertise, dont l'auteur entreprend le commentaire poste par poste, arrive à point nommé, après l'adoption de la loi du 15 mai 2007 modifiant le code judiciaire en matière d'expertise.

Enfin, l'étude de N. SIMAR (en collaboration avec F. DELOBBE et J. TINANT), examine quelques questions relatives au recours direct de l'employeur public. Sous ce titre est examinée la question lancinante de la rupture du lien causal par interposition d'une cause juridique propre. L'auteur analyse les évolutions les plus marquantes de la jurisprudence de la Cour de cassation et des juridictions de fond à propos de cette question. Dans un second temps sont étudiés quelques problèmes en lien avec ce sujet, notamment la question de la discrimination entre employeur public et employeur privé, suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 7 novembre 2007, ainsi que la portée du partage des responsabilités sur le recours direct de l'employeur ou encore le problème de la prescription de ce recours direct.

BENOÎT KOHL

* * *

La rupture du contrat d'agence commerciale, par P. CRAHAY, *Les dossiers du J.T.*, n° 65, Bruxelles, Larcier, 2008, 256 pages, 85 €.

S'appuyant sur une solide documentation, l'ouvrage envisage toutes les facettes de la résiliation du contrat d'agence commerciale régie par la loi du 13 avril 1995, transposant la directive 86/653/CEE. Sont envisagées successivement la durée et l'indemnité de préavis, la rupture du contrat à durée déterminée, la dissolution pour manquement grave ou circonstances exceptionnelles, l'indemnité d'éviction, les commissions dues après la fin du contrat, etc. Suivent, en annexe, les dispositions légales et un index alphabétique.

Le livre est clair et bien écrit. Les nombreux exemples tirés de décisions inédites et les fréquents rapprochements avec les règles issues du droit du travail sont de nature à susciter l'intérêt d'un très large public.

FABIENNE KÉFER

